



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/A-QUOI-JOUMENT-LES-CHEFS-DES-CENTRALES-SYNDICALES>

À QUOI JOUENT LES CHEFS DES CENTRALES SYNDICALES ?

- Opinions -

Date de mise en ligne : samedi 2 juin 2012

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Ça n'a pas dû être de tout repos, ces rencontres avec les représentants gouvernementaux, les autorités scolaires et les chefs syndicaux Louis Roy, Réjean Parent et Michel Arsenault ! Séquestrer, mettre sous pression, épuiser les représentants et les couper de leur base, c'est une bonne vieille stratégie gouvernementale, utilisée à chaque négociation du secteur public.

Que font les chefs syndicaux ?

Bien des gens ont été déçus de la faible présence sous bannières syndicales lors des manifestations étudiantes, lors du 1er mai « Fête des Travailleurs » ainsi que du peu de participation des travailleurs à la « grève sociale » (idée lancée par nos chefs comme alternative à l'organisation et aux moyens de pression lors de la négociation du Front commun). Il existe une excuse facile : « C'est bien difficile de contrer l'individualisme ». En réalité, en dehors de quelques initiatives isolées, ni information, ni mobilisation n'ont été faites, en ce qui nous concerne, faute de leadership de la CSN.

Puisqu'elle est « pour la gratuité scolaire depuis 40 ans », n'aurait-elle pas dû sensibiliser ses 300,000 membres et organiser des moyens de pression pour appuyer le plus important mouvement de revendication étudiante de l'histoire du Québec ? Au lieu de cela, les chefs syndicaux sont venus aider le gouvernement à encadrer les leaders étudiants vers une « sortie de crise », c'est-à-dire une renonciation à leurs revendications, alors que plus de 170,000 étudiants étaient en grève depuis 13 semaines et tenaient assemblées et manifestations tous les jours.

Depuis des années, les syndiqués du secteur public sont paralysés par la capitulation sans combat sous les attaques gouvernementales ; paralysés par la seule stratégie des chefs syndicaux : participer à la gestion et s'attaquer aux administrations locales. Cela est d'une inefficacité totale et contribue à détériorer le climat de travail. Il y a peu de volonté d'organiser la résistance contre les politiques néolibérales du gouvernement Charest et sa « réingénierie de l'État », qui va bon train. Les chefs syndicaux font parfois de grands discours, plus ou moins à gauche, mais ce qui semble seulement les intéresser c'est de préserver leur propre statut en « négociant » sans force collective.

Pourquoi ont-ils collaboré avec le gouvernement ?

Pour tenter de comprendre, reportons-nous en 2010. Le gouvernement Charest adoptait un budget constituant une attaque sans précédent contre les services publics. Les syndicats du secteur public du Québec (450,000 personnes) étaient en négociation pour le renouvellement de leurs conventions collectives. La défense des services était un thème majeur. Après quelques mois d'actions locales, une manifestation nationale rassemblait 70,000 personnes en mars 2010. Par la suite, les chefs des grandes centrales convenaient de ne plus mobiliser, sous prétexte que « cela nuisait aux négociations ». Plus aucune action nationale ne s'est tenue, pas même le 1er mai qui portait pourtant sur la défense des services publics.

Le 23 juin 2010, les trois chefs ont eu une conversation téléphonique avec le premier ministre Charest. Ils émettaient le 25 juin un communiqué célébrant « une convention collective négociée satisfaisante pour les deux parties... qui fera barrage aux privatisations et protégera les services publics du démantèlement ». De fait, il n'y avait aucun gain concernant la protection des services (et des emplois) mais de nombreux comités sans pouvoir décisionnel, sur lesquels les chefs syndicaux pourraient siéger. Depuis, les services publics, l'emploi et les conditions de travail n'ont cessé de se détériorer.

Une lutte étudiante historique

Depuis février, le mouvement étudiant a reçu l'appui de milliers de personnes de divers milieux qui se sont publiquement engagées. Il a reçu l'appui actif de Québec Solidaire offrant un pôle intéressant de réflexion. L'appui officiel du Parti Québécois et de sa cheffe, madame Pauline Marois, engage le PQ, s'il forme le prochain gouvernement, à annuler la hausse des frais et à organiser un Sommet sur l'enseignement supérieur (qui devrait se pencher aussi, entre autres, sur la formation professionnelle et sur la surenchère portée par certains ordres professionnels concernant la durée des études). Ces appuis ne cèdent pas face à l'intimidation des Libéraux-CAQuistes, ni au populisme de certains élus et de certains médias.

Le gouvernement Charest a ignoré les revendications des étudiants lorsqu'il a imposé une hausse des frais de scolarité de 75%. Il n'a pas bronché devant la force historique du mouvement. Il s'est permis bien des manipulations. Il a refusé de rencontrer des représentants étudiants. Des attaques judiciaires pleuvent sur les jeunes. Des épisodes de violence policière, présentés comme des émeutes, font des blessés par centaines dont plusieurs blessés graves. Le gouvernement Charest est un régime qui renie ses responsabilités envers la société et qui devient de plus en plus autoritaire et violent.

L'appareil gouvernemental comprend de nombreux spécialistes en négociation ou en résolution de conflits. À un moment crucial de la lutte étudiante, Jean Charest a préféré mêler les cartes et utiliser les chefs des grandes centrales syndicales pour casser la grève par une pseudo-négociation, n'offrant qu'une entente-attrape.

De l'espoir dans une réelle démocratie.

Le mouvement étudiant donne de l'espoir et de l'inspiration. Il fait la démonstration de la pertinence, du réalisme pratique et de la force de « la démocratie directe » et cela touche l'un des aspects les plus importants des problèmes historiques des sociétés humaines. Nous devenons conscients de l'importance de lutter pour une réelle démocratie. Les élus devraient rechercher le bien commun, demeurer sous le contrôle de la population et être révocables ; les enjeux collectifs importants devraient être soumis aux citoyens disposant de toute l'information nécessaire à une prise de décision éclairée ; les décisions devraient se prendre de façon démocratique, dans des conditions exemptes de violence, de manipulation et de pressions occultes.

Nous, syndicalistes ou progressistes, devons reprendre en main nos réalités et nos luttes et construire une vraie force organisée de progrès social. Pour ce faire, nous devons notamment nous doter de meilleures formes de représentation et retirer le contrôle des mains des sénateurs du syndicalisme, qui considèrent les personnes mobilisées comme « des chats qu'il faut faire redescendre du poteau ». (Michel Arsenault La Presse 2012.05.12)

16 mai 2012

Monique Moquin-Normand
Travailleuse sociale
Déléguée au Conseil syndical
Du Syndicat du CSSS Jeanne-Mance (FSSS-CSN)